Une délégation du Forum parlementaire des Grands lacs en visite au Burundi

PANA,Â 10 juillet 2018 Bujumbura, Burundi - Le PrÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale, Pascal Nyabenda, a reÃ§u en audience, mardi, une dÃ©lÃ©gation du Forum des Parlements de la ConfÃ©rence internationale sur la RÃ©gion des Grands Lacs (CIRGL, 12 pays membres), venue sâ€™informer de lâ€™Ã©volution de la situation politique et sÃ©curitaire au Burundi de la violente crise Ã©lectorale de 2015, a annoncÃ© le chef de mission, en mÃªme temps PrÃ©sident du Conseil des Etats de la RÃ©publique du Soudan, Souliman Adam Waneese.

Les 12 pays membres de la CIRGL sont lâ€™Angola, le Burundi, la RÃ©publique centrafricaine, la RÃ©publique du Congo, la RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo, le Kenya, lâ€™Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie. La CIRGL s'est saisi de la question suite aux nombreux conflits politiques qui ont marquÃ© la rÃ©gion des Grands Lacs africains dont le plus marquant fut le gÃ©nocide rwandais de 1994 qui occasionna plus de 800.000 victimes et renforÃ§a lâ€™instabilitÃ© politique en RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo. Une forte tension a encore rÃ©gnÃ©, ces dern temps, entre le Burundi et le Rwanda, les deux plus proches voisins de la rÃ©gion des Grands Lacs sâ€™accusant de dÃ©stabilisation mutuelle, ce qui a poussÃ© la CIRGL Ã entreprendre des enquÃªtes dont les rÃ©sultats se font toujours attendre. La prÃ©sente visite dâ€™information au Burundi avait Ã©tÃ© dÃ©cidÃ©e en mars, lors de la derniÃ¨re rencontre des membres du Forum des Parlements de la CIRGL Ã Kinshasa, la capitale de la RD Congo, a rappelÃ© Waneese. La derniÃ¨re visite au Burundi dâ€™une dÃ©lÃ©gation du Forum des Parlements de la CIRGL, quant Ã elle, remontait au mois de dÃ©cembre 2016. Le prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale a fait savoir quâ€™entre-temps, beaucoup de progrÃ¨s ont Ã© enregistrÃ©s au niveau de la politique et de la sÃ©curitÃ© du Burundi. M. Nyabenda a citÃ© en exemple, lâ€™organisation sam heurts dâ€™un rÃ©fÃ©rendum populaire sur une nouvelle Constitution burundaise, amendant celle de 2005 et les prÃ©paratifs vont bon train, en prÃ©lude aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2020. En mai dernier, lors dâ€™une rÃ©union du Conseil de sÃ©c consacrÃ©e Ã la situation au Burundi, lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral pour ce pays, Michel Kafando, avait des rÃ©sultats du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel et plaidÃ©, une nouvelle fois, en faveur dâ€™un Â«dialogue inclusif pour trouv des solutions durables Ã la crise burundaiseÂ». Â Â«Maintenant que le pays sâ€™achemine vers une autre phase importante de son histoire, nous attendons un signal fort des autoritÃ©s en faveur de la reprise du dialogue inter-burundais sous lâ€™Ã©gide de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de lâ€™EstÂ», avait recommandÃ© lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});